

REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

Référentiel général de l'écoconception des services numériques

<https://www.arcep.fr>

Agence Adveris

16, rue du Faubourg-Montmartre

75009 Paris

contact@adveris.fr

Votre contact

Alexandre Hurel

alexandre.hurel@adveris.fr

06 65 09 23 54

Questions de la consultation publique

1. Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques).

Que pensez-vous de ces différentes cibles ?

Les cibles et objectifs définis par le référentiel nous semblent pertinents et en adéquation avec les problématiques environnementales posées par le numérique, et en particulier :

- ☐ **La part du hardware** dans les émissions et la nécessité de lutter contre l'obsolescence programmée
- ☐ **Les enjeux des technologies émergentes** (metaverse, IA, cryptoactifs) et de l'économie de l'attention

2. Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement.

A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ?

Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ? *

Au global, les critères, objectifs et moyens de contrôle associés nous semblent pertinents avec les enjeux précités, et si leur pondération peut être discutée à la marge, celle-ci nous semble également cohérente.

Sur la déclaration d'éco-conception, nous avons deux réserves principales sur le sujet tel que présenté par le référentiel :

- ☐ S'il est très complet et documenté, le référentiel ne nous semble adapté qu'aux projets d'envergure (représentant un investissement minimal de 500 - 800k euros), une question sur le champ d'application pourrait donc être posée, ainsi que sur une gradation de conformité, en l'état il semble économiquement difficile de mener un tel audit **pour la plupart des sites du marché**
- ☐ Dans le cas où une gradation de conformité serait retenue, nous recommanderions **une plus forte granularité** que celle prévue au RGAA, assortie a des recommandations de conformité en fonction par exemple du chiffre d'affaires (ex : une entreprise réalisant 1 a 2 M€ de ÇA doit respecter x% des critères, ou une liste spécifique)
- ☐ Notre principale réserve tient cependant à **l'absence d'outils de mesures permettant de réaliser une modélisation de l'impact réel du dispositif**, tel que EcoIndex par exemple qui fait autorité au sein de notre profession,

et qui permet d'avoir un socle commun pour mesurer les émissions d'un dispositif web, en l'état nous craignons donc que l'affiche du score environnemental manque de lisibilité pour l'utilisateur, et **soit décorrélié des impacts réels**

- Concrètement, un service de streaming vidéo pourrait satisfaire à 80% des critères via un auto diagnostic poussé et donc afficher un score environnemental élevé, tandis qu'un site de contenus statiques qui n'aurait validé que 10% des étapes d'auto diagnostic aurait une note médiocre, avec pourtant des impacts sur l'environnement inverses
- Nous recommanderions donc que le dispositif de déclaration intègre la nécessité **d'une déclaration de l'impact réel d'un site** (modélisation) en utilisant une liste limitative d'outils listés dans le référentiel.

Le modèle d'auto-évaluation proposé nous semble pertinent dans le cadre d'une version 1 du référentiel.

3. Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre.

Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?

Nous sommes globalement en phase avec les niveaux de priorisation, à quelques exceptions près :

A notre sens, la priorité des critères suivants devrait être plus élevée

« Le service numérique est-il utilisable sur d'anciens modèles de terminaux ? » **MOYEN**, car critère d'évaluation important pour la lutte contre l'obsolescence programmée

« Le service numérique utilise-t-il, pour chaque vidéo, une définition adaptée au contenu et au contexte de visualisation ? » **MOYEN**, car fort impact des vidéos sur l'impact environnemental du site

« Le service numérique a-t-il au moins un référent identifié en écoconception numérique » **FORT**, car les enjeux de gouvernance nous semblent clés pour la réussite d'un projet d'éco-conception

« Le service numérique est-il utilisable via une connexion bas débit » **FORT**, car cela constitue un bon indicateur pour assurer la sobriété réelle d'un site.

« Le service numérique indique-t-il à l'utilisateur que l'utilisation d'une fonctionnalité a des impacts environnementaux importants ? » **MOYEN**, car permet une sensibilisation du grand public aux enjeux du numérique responsable

«Le service numérique a-t-il recours à un système de cache serveur pour les données les plus utilisées » **FORT**, car le cache est un levier facile à implémenter aux forts impacts

« Le service numérique archive-t-il ou supprime-t-il les données et documents après expiration de leur durée de conservation » **FORT**, car évite l'inflation des contenus via une politique incitative.

Nous avons également une réserve sur ce critère :

« Le service numérique fournit-il à l'utilisateur un moyen de contrôle sur ses contenus et ses services afin de réduire les impacts environnementaux ? »

→ A notre sens le critère est pertinent uniquement **dans le cas où la version éco-conçue est chargée par défaut**, et si les ressources ne sont effectivement pas chargées et cachées par exemple en JavaScript.

4. Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant.

Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?

La prise en compte des problématiques environnementales de l'économie de l'attention est **une bonne initiative du référentiel**.

Pour aller plus loin : le référentiel ne permet pas de poser une limite objective, et permet à l'éditeur d'une solution de justifier de mécaniques basées sur l'économie de l'attention, **fixer un temps maximal de consultation en fonction de l'âge de l'utilisateur** pourrait par exemple être une pratique à impact fort.

Nous comprenons cependant que cela ne fait pas partie du cadre du référentiel.

5. Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence artificielle.

Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Nous sommes en phase sur la nécessité d'intégrer l'impact des services numériques émergents, et pensons que le rôle du référentiel doit être **d'inviter à la prudence et à l'utilisation la plus mesurée possible de ces technologies**, notamment dans le cas où l'impact de celles-ci n'est pas mesurable / **modélisable** de manière transparente.

Aussi, nous recommandons la mise en place d'un système de malus visant à contraindre les concepteurs d'un dispositif numérique à utiliser des technologies et services pour lesquels il est possible d'effectuer une **modélisation d'impact**. Cette mesure d'impact devant intégrer la phase de conception du service utilisé (par ex., entraînement du logiciel d'Intelligence Artificielle).

Egalement comme évoqué plus bas en 6., nous recommandons de mesurer l'impact des ressources créées pour le dispositif numérique **via des technologies émergentes** (ex. écrire le texte d'un site via ChatGPT).

6. Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Nous sommes en phase avec la nécessité d'intégrer une réflexion sur les technologies émergentes, et notamment l'intelligence artificielle aux problématiques de mesure environnementale des dispositifs web, à ce titre le point 2.6. « Le service numérique évite-t-il lorsque cela est possible d'avoir recours à des briques technologiques énergivores et consommatrices en ressources ? » pourrait intégrer une réflexion sur les contenus d'un site ou autre dispositif web **produit via l'intelligence artificielle** (ex. : utilisation de ChatGPT pour la rédaction des textes et de Midjourney pour la génération des images). Il semblerait logique que ces pratiques soient prises en compte dans le score environnemental du site.

En synthèse :

- Le référentiel et ses modes de contrôle nous semblent **globalement cohérents** par rapport aux problématiques environnementales et aux logiques techniques liées aux thématiques d'éco-conception
- Nous formulons cependant deux réserves :
 - La « lourdeur » du dispositif qui le réserve de facto à des dispositifs de taille importante, et rend donc plus difficile **la démocratisation de l'éco-conception**
 - La prise en compte partielle des impacts réels d'un dispositif web sur l'environnement, et **l'absence de modélisation obligatoire** de son empreinte carbone **via des outils de mesure** tels que EcoIndex / Websitecarbon, qui permettrait d'objectiver les impacts et de sensibiliser à l'incidence du numérique sur l'environnement.